

TERMES DE REFERENCES

Appel à consultation

LRPS - 2021- 9167185

Appui technique pour l'élaboration et le déploiement d'un programme de formation en protection de l'enfance au profit des acteurs intervenants dans la mise en place des dispositifs territoriaux de protection l'enfance (DTIPE)

Mission	Conception et mise en œuvre de programme de formation en faveur des acteurs de la protection de l'enfance y compris les travailleurs et travailleuses sociaux affectés aux CAPE, les membres des Comités Provinciaux de Protection de l'Enfance et les organisations de la Société civile.
Type de contrat	Contrat de consultant.e.s individuels / institutionnels
Durée	80 jours hommes étalés sur 6 mois
Date de début	Juin 2021
Date limite pour les propositions	31 Mai 2021 à Midi
Processus de sélection	Appel à consultation

1. Termes & Acronymes	3
2. Contexte	3
3. Objectifs de la consultation.....	7
4. Chronogramme Global Prévisionnel & Résultats Attendus	8
5. Méthodologie préconisée	8
6. Chronogramme global, Taches et activités	9
7. Jalons, Livrables & Paiements	10
8. Références non exhaustive de la Consultation :	11
9. Profil des candidats	12
10. Dossier de l'offre.....	12
11. Méthodologie d'évaluation des offres	13
12. Procédure pour la soumission des propositions	14

1. Termes & Acronymes

MSDSEF	Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille	PPIPEM	Politique publique intégrée de la protection de l'enfance
EN	Entraide Nationale	PNMO	Programme National de Mise en Œuvre de la PPIPEM
CAPE	Centre d'appui à la protection de l'enfance	DTIPE	Dispositif territorial intégré de la protection de l'enfance
UE	Union Européenne		

2. Contexte

La Politique Publique Intégrée de la Protection de l'Enfance 2015-2025, adoptée en juin 2015 par la Commission interministérielle chargée du suivi de la mise en œuvre des politiques et plans nationaux en matière de promotion de la situation des enfants et la protection de leurs droits et son Programme National de Mise en Œuvre 2015-2020, visent à mettre en place un environnement protecteur durable des enfants contre toutes les formes de négligence, d'abus, de violence et d'exploitation. La PPIPEM, et se veut un cadre fédérateur et harmonisé, mettant en place un système intégré de protection de l'enfance, en particulier au niveau territorial qui :

- Comprend un arsenal efficace et complet incluant toutes les mesures et actions visant à prohiber, prévenir et répondre à toutes les formes de négligence, d'abus, d'exploitation et de violence à l'égard des enfants
- Définit clairement les synergies et les mécanismes de coordination opérationnels
- Améliore l'accessibilité, la couverture territoriale, la standardisation, le continuum et l'impact des actions et services,
- Renforce le travail en réseau tout en rationalisant et optimisant les moyens.

La politique se décline en 5 objectifs stratégiques, à savoir :

1. Le renforcement du cadre légal de protection des enfants et renforcement de son effectivité ;
2. La mise en place de dispositifs territoriaux intégrés de protection de l'enfance
3. La standardisation des structures et des pratiques ;
4. La promotion de normes sociales protectrices des enfants ;
5. La mise en place de systèmes d'information de Suivi-évaluation et Monitoring.

La mise en place des Dispositifs Territoriaux Intégrés de Protection de l'Enfance (DTIPE), un des cinq objectifs stratégiques de la PPIPEM, représente un enjeu majeur pour la déclinaison effective et efficace de l'ensemble des objectifs de la PPIPEM, c'est la raison pour laquelle le document de la PPIPEM confère un rôle majeur aux territoires, notamment dans le cadre des nouvelles prérogatives accordées aux Régions, Provinces et Communes urbaines et rurales. Les DTIPE devraient permettre de mieux cerner les problématiques territoriales liées à la protection de l'enfance, et de contribuer concrètement à l'amélioration des réponses

intersectorielles locales de manière coordonnée, articulée et cohérente, augmentant ainsi l'impact sur la protection, le bien-être et la sécurité des enfants en besoin de protection et de leurs familles.

La mise en place des DTIPE se fait dans le cadre de la circulaire de Monsieur le Chef du gouvernement n°11/2019, relative à la territorialisation de la PPIPEM, publiée le 26 juillet 2019. Cette circulaire a couronné un processus de concertation élargie avec les différents acteurs, aussi bien dans le cadre de rencontres de concertation que dans le cadre de la Commission Ministérielle chargée de suivi de la mise en œuvre des politiques et plans d'action dans le domaine de la promotion de la situation des enfants et la protection de leurs droits, présidée par le chef du gouvernement et du comité technique issu de cette Commission.

La circulaire précise que la mission première des DTIPE est d'assurer une prise en charge et un suivi adéquats via des services accessibles aux enfants victimes de violence, d'abus, d'abandon ou d'exploitation et à leurs familles ; un Comité provincial de protection de l'enfance veille au bon déroulement de ce système territorial intégré de la protection de l'enfance et ce par l'adoption des mesures susceptible de renforcer l'environnement protecteur et la lutte contre toutes les formes de violence, l'abus, l'abandon et l'exploitation au niveau des provinces.

Le processus de mise en place des DTIPE est lancé depuis décembre 2019, sous le leadership du Ministère de la Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille (MSSDEF) a concerné 07 provinces lors d'une première phase pilote et sera étendu à 10 autres provinces à partir de 2021. Le mode de gouvernance des DTIP se présente comme suit :

Mode de gouvernance et composition du dispositif territorial de protection de l'enfance

Commission provincial

Composition

Présidé par le Gouverneur, en coordination avec MSFEDS. Constituée de représentants des services extérieurs, d'établissements publics, de collectivités territoriales et d'associations

Mission

- Elabore les plans provinciaux et suit leur mise en œuvre
- Prépare des rapports provinciaux sur la situation de l'enfance
- Apporte un soutien institutionnel aux CAPE

CAPE

Composition

Trois équipe de travail

- cellule d'appui technique au CPPE
- cellule d'assistance sociale aux enfants et aux familles
- cellule de gestion de la base de données

Mission

- Apporte un soutien technique au CPPE;
- Fournie des prestations d'assistance sociale et coordonne les prestations de protection;
- Collecte les données et élabore des

Pôle d'expertise

Composition

- Personnalités connues sur le plan provincial par leur engagement dans travail social;
- Personnes ressources: médecins, avocats, enseignants chercheurs, journalistes.

Mission

- Redynamise le débat publique au niveau de la Province à travers l'organisation ou la contribution à des rencontres sur la protection des enfants, publication d'articles

CAPE: équipes de travail et leurs missions

Cellule d'appui technique au Comité Provincial

- Préparation technique du Plan Provinciaux de protection de l'Enfance
- Préparation de rapports périodiques sur l'avancement de la mise en œuvre du Plan Provincial
- Réalisation de diagnostics, enquêtes et études territoriaux
- Préparation des réunions du Comité Provincial.

Cellule de prestation de services aux enfants et familles

- Prestation de services de protection
- Coordination et suivi de la protection juridique, diagnostic médico-légale, prise en charge médicale d'urgence, hospitalisation et suivi psycho médicale
- Suivi du projet de vie de l'enfant: éducation /formation professionnelle, participation, épanouissement et réinsertion
- Elaboration de rapports sur le parcours de l'enfant dans le circuit de protection;
- Communication des rapport à la cellule de gestion de la base de données

Cellule de gestion de la base de donnée

- Gestion du système d'Information en coordination avec les services extérieurs concernés
- Dématérialisation du parcours de l'enfant au cours du circuit de protection, documentation, suivi et évaluation
- Élaboration de rapports périodiques sur le fonctionnement du DTIPE.
- Communication des rapports à la cellule de l'appui technique du Comité Provincial

Plusieurs activités ont été conduites pour opérationnaliser les DTIPE ou pour assurer les préalables pour son bon fonctionnement :

- La mise en place et le renforcement et l'opérationnalisation des Comités Provinciaux de Protection de l'Enfance (en tant que structure de gouvernance du système territorial) ;
- La création et l'opérationnalisation des CAPE (en tant que structure opérationnelle du dispositif territorial) ;
- Elaboration d'outils de pilotage des DTIPE notamment un outil d'autodiagnostic des structures et des services de protection des enfants au niveau provincial ; un guide pour l'élaboration des plans d'action provinciaux de protection de l'enfance ; Le développement d'un protocole cadre de protection de l'enfance basé sur un circuit codifié de protection des enfants ;
- La définition des procédures d'évaluation et de reporting sur les situations de danger.
- La conception et le déploiement d'un système d'information pour le suivi des enfants dans le parcours de protection

Programme de formation – Phase 1

Pour soutenir le processus de mise en place des DTIPE et s'assurer de son alignement aux standards internationaux et aux principes de la PPIPEM, le MDSDEF a conduit un premier programme de formation en 2020 ciblant les acteurs de la protection reprenant les professionnelles des CAPE, les membres du comité provincial de protection de l'enfance, les ONG et les cadres de l'EN et du MSDSEF. Ce programme a été déployé avec l'appui de l'UNICEF et de l'UE.

L'organisation de sessions de formation avait pour objectif d'améliorer les connaissances et les pratiques des professionnels en termes de territorialisation de la PPIPEM, élaboration des plans d'action et prise en charge appropriée des enfants victimes de violences, d'abus, d'exploitation et de négligence. Ce programme a été déployé par une équipe multidisciplinaire à travers 26 jours de formations réparties sur 13 modules de formations spécialisées et générales couvrant les thématiques suivantes :

1. Les violences à l'encontre des enfants ;
2. La prise en charge des enfants en situation de rue et les processus de réinsertion ;
3. Le développement psychologique des enfants ;
4. La Médiation familiale et sociale pour les enfants en situation difficile ;
5. L'évaluation de la situation de l'enfant en danger et sa protection ;
6. L'accompagnement et la réhabilitation d'un enfant en danger ;
7. Les problématiques de l'enfant en situation de rue sous l'angle clinique ;
8. La prévention dans les programmes de l'enfance ;
9. Le projet de vie individuel et processus d'insertion professionnel pour les enfants en situation de rue ;
10. La participation des enfants dans la construction d'un projet de vie ;
11. L'enfant au Maroc : sujet de droit et de protection ;
12. La présentation du DTIPE de ses missions et de ses composantes ;
13. Les processus et activités relatifs à la mise en place et l'accompagnement d'un DTIPE et le renforcement de mécanismes territoriaux de pilotage.

L'adaptation de la formation à la situation d'urgence sanitaire liée à la COVID19 a imposé la nécessité d'un déploiement à distance ce qui a impacté sur le rendement et la dynamique de groupe. Cependant, et suite à une évaluation de la formation, tous les bénéficiaires ont exprimé dans une large mesure l'adéquation du contenu des formations avec leurs pratiques professionnelles et ont attesté avoir appliqué des contenus de la formation dans le cadre de leur travail quotidien, ce qui reflète clairement l'adéquation et la pertinence des choix des thématiques de la formation. L'évaluation de ce programme de formation a également mis en exergue plusieurs recommandations dont :

- Intensifier les sujets liés aux sciences de l'éducation aux méthodes de traitement des troubles ou à l'éducation parentale ;
- Capitaliser sur les acquis par une formation de formateurs dans le domaine de la protection de l'enfance parmi l'ensemble des bénéficiaires de ce cycle de formation.
- Préserver les acquis de cette formation, et les mettre dans une mallette pédagogique. Cela confirme l'intérêt de s'inscrire dans la continuité via un cycle dédié aux formations de formateurs.

Pour consolider, poursuivre et appuyer les efforts déployés par le MSDSEF pour le renforcement des acteurs qui sont directement concernés par la mise en place et l'opérationnalisation du DTIPE, le MSDSEF souhaite recruter un bureau d'étude ou un groupe d'experts pour élaborer et mettre en œuvre un programme de formation au profit des acteurs de la protection impliqués dans la prise en charge des enfants dans le cadre de la dynamique des dispositifs territoriaux de protection des enfants victimes de violence ou à risque de l'être y compris les enfants migrants.

3. Objectifs de la consultation

Le programme de formation consiste à transférer aux participants les connaissances, compétences et aptitudes nécessaires pour la délivrance des services de qualité en matière de prévention, de prise en charge et de suivi des enfants ayant besoin de protection et à leurs familles et ce en concordance avec les missions dévolues aux DTIPE par la Circulaire du Chef du Gouvernement susmentionnée.

Par ailleurs, le programme mettra l'action sur l'ensemble des compétences techniques requises pour la protection des enfants, en particulier, sur les tâches/actions relatives à l'opérationnalisation du protocole de prise en charge des enfants dans le cadre du DTIPE.

Cette Consultation poursuit **les objectifs spécifiques** suivants :

- Faire mieux connaître le droit international et national dans le domaine de la protection de l'enfance, les politiques et programmes nationales, notamment la PPIPEM, le DTIPE ainsi que le CAPE en termes de missions et organigramme ;
- Harmoniser et unifier les concepts, définitions et les modalités de prise en charge des différentes formes de violence, abus, exploitation, négligences et abandon ;
- Doter les participant.e.s de techniques et outils de la protection et prise en charge multidisciplinaire (juridique-médicale-médocolégale-sociale) ;
- Initier sur les approches, étapes et technique d'élaboration participative des Plans d'actions provinciaux et de leur suivi.
- Renforcer les compétences en matière de techniques d'accueil, d'écoute et de référencement des enfants, en s'appuyant sur le protocole cadre e la prise en charge des enfants ;
- Renforcer les compétences en matière de recueil, traitement, suivi et reporting des cas d'enfants victimes de violence, d'abus et d'exploitation.

La consultation devrait être structurée pour permettre de :

- Développer une stratégie de formation pragmatique à deux niveaux (national et territorial) ;
- Élaborer un diagnostic stratégique pour la formation basé sur l'expérience du projet et sur les recommandations du premier programme de formation, conduit en 2020 ;
- Consolider et concevoir des modules de formation, qui seront présentés sous forme de mallette pédagogique accessible pour une large dissémination et déploiement par les acteurs de la protection, y compris les ONG ;
- Proposer une approche pour la pérennité de la formation, en particulier à travers la formation des formeurs ;

Les tâches qui seront préconisées dans le cadre de cette consultation incluent et ne se limitent pas à :

- Revue documentaire et préparation des documents et outils de la formation ;
- Elaboration de la note conceptuelle de la formation comportant :
 - Les objectifs pédagogiques et les résultats attendus,
 - Les approches pédagogiques,
 - Le contenu thématique par session/ modules et l'agenda de la formation ;

- Elaboration/adaptation des outils et du guide de formation ;
- Facilitation de la formation ;
- Evaluation de la formation ;
- Elaboration du rapport de la formation intégrant les recommandations de l'évaluation ;
- Préparation d'un support électronique comportant tous les documents pertinents de la formation à remettre aux participants de la formation ;
- Concevoir et produire une mallette pédagogique ;
- Identifier les personnes ressource parmi les participant.e.s qui alimenteront un pôle de formateurs ;
- Proposer et mettre en œuvre un programme de formation de formateurs/trices.

Le contenu de la formation doit s'inspirer des modules et des outils¹ développés en 2020 et devrait proposer un contenu qui prend en compte l'évaluation de la formation, les profils des travailleurs et travailleuses sociaux affectés au CAPE, les cahiers de charge des CAPE, les exigences et les contraintes de la mise en œuvre du DTIPE et les besoins qui seront identifiés par les acteurs de la protection pendant la planification de cette consultation. Aussi, le programme de formation doit répondre aux besoins de coordination entre les intervenant.e.s afin de mener à bien l'exercice de planification et de reporting fait au niveau du Comité provincial. Le programme doit aussi se baser sur le protocole et circuit de prise en charge des enfants par le DTIPE.

4. Chronogramme Global Prévisionnel & Résultats Attendus

La mission des consultant.e.s se déroulera à partir du mois de Juin 2021 pour une durée totale de 6 mois et devra prendre fin au plus tard au 30 /11/ 2021. A l'issue de l'appui, les résultats suivants sont attendus :

- Un programme de formation développé et aligné sur la mission du DTIPE avec supports de formation ;
- 10 formateurs/trices identifiés et formés sur les techniques de formation en matière de protection de l'enfance ;
- 30 personnes par provinces formés sur une prise en charge multidisciplinaire. (10 représentant.e.s des CAPE –10 représentant.e.s des commissions provinciales – et 10 représentant.e.s des ONG) dans 17 provinces
- Un programme de formation évalué ;
- Un rapport final du programme de formation incluant entre autres, la description du déroulement de la formation, les approches méthodologiques et les outils utilisés, les résultats de l'évaluation de la formation et des recommandations pour son déploiement à l'échelle nationale
- Une mallette de formation comprenant les différents modules de formation dispensés

5. Méthodologie préconisée

La présente consultation s'appuiera sur :

¹ - Outils d'autodiagnostic des structures et services de la protection de l'enfance ;
 - Guide d'élaboration des plans d'action de protection de l'enfance ;
 - Eléments du Protocole 4 de protection de l'enfance et circuit de protection de l'enfance.

- Une revue documentaire en collaboration avec les équipes chargées de l'enfance au niveau du Ministère de la solidarité, du développement social, de l'équité et de la famille et la section Protection de l'Enfance du bureau de l'UNICEF Maroc.
- Des entretiens avec les équipes chargées de l'enfance au niveau du Ministère et certains représentant.e.s des CAPE et membres des commissions provinciales ainsi qu'avec la section Protection de l'Enfance du bureau de l'UNICEF Maroc.

La consultation se fera en trois approches. L'une pour le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'opérationnalisation des DTIPE, la deuxième pour l'appui à l'élaboration des livrables et la troisième pour l'identification des personnes ressources et l'initiation du processus de formation de formateur (qui peut aussi se faire en étroite collaboration avec l'Institut National de l'Action Sociale). Les consultant.e.s veilleront à ce que les travaux de groupe, les études de cas, etc. utilisent des exemples pertinents à la thématique de la protection de l'enfance et au contexte local. Ils devront aussi prendre en compte les différentes formes de vulnérabilités des enfants victimes et les problématiques liées à la migration.

Pour l'ensemble du processus, les consultants.e.s devront suivre une approche ou méthodologie consultative et participative au cours de cette mission, travaillant en étroite collaboration le MSDSEF et l'UNICEF

Après une première réunion de prise de contact et cadrage sommaire, les expert.e.s débiteront par une revue de la documentation prenant en compte la liste bibliographique recommandée par le MSDSEF et l'UNICEF et toute autre documentation jugée pertinente ou identifiée par la suite par les commanditaires. Ils procéderont ensuite à un cadrage affiné en utilisant les moyens télématiques si nécessaires, afin d'identifier les rôles et les responsabilités des acteurs à former et les besoins et capacités à renforcer qui devront être couverts à la fois dans la conception du programme de formation et aussi pour les sessions de formation et production des autres livrables.

Les consultant.e.s devront appliquer des approches créatives et interactives d'apprentissage actif des adultes pour générer une participation optimale de tous les participant.e.s, des échanges fructueux entre les formateurs/trices et les participant.e.s, et pour maximiser les résultats en termes de processus d'apprentissage. La méthodologie sera basée sur les principes et les pratiques de l'éducation des adultes, notamment :

- Présenter de nouvelles idées de manière respectueuse avec ce que les apprenants connaissent et pratiquent ;
- Habilitier les participant.e.s à découvrir les idées par eux-mêmes ;
- Permettre à tous les participant.e.s de parler, de discuter et de pratiquer ;
- Aider les participant.e.s à regarder d'un point de vue différent les causes et les pratiques sous-jacentes ;
- Inspirer les apprenant.e.s à prendre des mesures et à résoudre des problèmes.

Par ailleurs, les réalisations des sessions de formation se feront sous forme de sessions présentiels et distancielles en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique dans le Pays.

6. Chronogramme global, Taches et activités

L'estimation de la présente consultation est de 80 jours, s'étalant sur une période de 06 mois allant de Mai à Novembre 2021, notant que la préparation et le cadrage de la consultance pourront commencer à distance. Par ailleurs voici une proposition d'échéancier pour les activités clé, sachant que la phase de collecte de données pour les ateliers de conception et planification pourrait débuter dès le lancement de la mission :

Lancement	Programme de formation	Elaboration des modules de formation	Ateliers de formation	Identification des formateurs/trice	Clôture
Juin	Durée : 10	Durée : 20	Durée : 40	Durée : 10	Novembre
	Contenu et durée des modules, calendrier de mise en œuvre et grille d'évaluation pré-post formation	<ul style="list-style-type: none"> - Contenu détaillé - Kit pédagogique de formation 	Chronogramme, moyens, formats	Formation de formateur.	

7. Jalons, Livrables & Paiements

Les livrables finaux devront être livrés par voie électronique et en langue Arabe. Le paiement de la consultation sera fait par facturation partielle après la réception et la validation finale des livrables par le comité de suivi selon le calendrier de facturation suivant :

Jalons des Livrables	Délais & Durée en jour homme	% de paiement
<i>Date de démarrage souhaitée : juin 2021</i>		
LOT Livrables 1 : NOTE METHODOLOGIQUE ET PROGRAMME DE FORMATION	10 jours homme	10%
<ul style="list-style-type: none"> - La note conceptuelle intégrant les objectifs pédagogiques et les résultats attendus, les approches méthodologiques, le contenu thématique par session/ modules et Chronogramme de la consultation ; - PV points clé des Réunions et entretiens de cadrage avec les commanditaires de la consultation. 		
LOT Livrables 2 : MODULES DE FORMATIONS ET ATELIERS PILOTES	20 jours homme	20%
<ul style="list-style-type: none"> - Synthèse de la revue documentaire utilisée et des entretiens menés ; - Conception globale de la formation : thématiques pertinentes identifiées selon les profils et rôles des bénéficiaires au niveau des DTIPE, approches et objectifs pédagogiques, évaluation des acquis, descriptif sommaire des modules de la formation proposés, Programme sommaire de la formation ; - Plan, guide pour les participant.e.s pour contribuer à la revue de l'existant. - Conception et déroulement des 2 ateliers pilotes y compris les recommandations basées sur les évaluations (pré/post évaluation) des participant.e.s ; 		
LOT Livrables 3 : RAPPORT INTERMEDIAIRE	40 jours homme	40%

Jalons des Livrables	Délais & Durée en jour homme	% de paiement
<ul style="list-style-type: none"> - Agenda et fiche technique des modules de formation détaillée comprenant la méthodologie d'animation des différents ateliers - Rapports de déroulement des sessions de formation y compris les recommandations basées sur les évaluations (pré/post évaluation) des participant.e.s; - Présentations utilisées et documentation de soutien format word et Powerpoint; - Rapport d'identification des formateurs/trices incluant la méthodologie, les critères de sélection, la liste des participant.e.s identifiés, , etc. ; - Programme de formation de formateurs 		
LOT Livrables 4 : RAPPORT FINAL	10 jours homme	30%
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport final du processus intégrant les recommandations de l'évaluation et proposition d'amélioration. (version longue et version résumée en word et Powerpoint) ; - Compte rendu des ateliers de formation du rapport final par les consultant.e.s ; - Versions finales validées de l'ensemble des livrables ci-dessus ; - Traduction d'une version résumée en Français 		
TOTAL	80 jours hommes	100%

8. Références non exhaustives de la Consultation :

- Convention des Droit de l'Enfants et autres normes internationales en matière de protection des droits des enfants ;
- Document de la Politique publique intégrée de protection de l'enfance et son programme de mise en œuvre, MSFFDS ;
- Les documents référentiels relatifs à la mise en place des dispositifs territoriaux de protection de l'enfance (Programme de mise en place des DTIPE, Cahier des charges des CAPE, outils de pilotage des DTIPE, modules de formation développés, rapport de la formation des professionnels des CAPE) ;
- Procédure de l'UNICEF relative aux normes éthiques en matière de collecte et d'analyse des données, de recherche et d'évaluation ;
- L'analyse sur la situation des enfants, le Rapport sur la Situation des Enfants et des Femmes au Maroc (UNICEF – ONDE- ONDH 2019).
- Manuel UNICEF sur la gestion axée sur les résultats (UNICEF - Results based management);
- Manuel Save the Children sur les indicateurs relatifs à la protection de l'enfance ;
- Manuel de l'UNICEF sur les indicateurs relatifs à l'objectif 3 protection enfance pour la stratégie 2018-2021 ;
- Les 13 Modules de formation élaboré par la Ministère en 2020 ;
- Rapport final de la formation des professionnels des CAPE.

9. Profil des candidats

L'équipe d'expert-es qui sera chargée de l'exécution de la présente consultation, devra comprendre des membres avec des profils de formation adéquate et une expérience reconnue dans le domaine, permettant de réaliser le travail demandé dans de bonnes conditions.

Les membres de cette équipe doivent être :

- diplômés d'une Université de l'enseignement supérieur
- et avoir une expérience minimale de cinq (5) ans dans leur domaine d'intervention
- et avoir mené des travaux similaires aux prestations demandées dans la présente consultation pour le compte du secteur public ou privé.
- Cette équipe devrait comporter nécessairement un expert en sciences de l'éducation, un expert en protection de l'enfance, un expert en psychologie ou sociologie.

Le profil de l'expert-e chef-fe d'équipe doit répondre aux critères suivants :

- Une formation universitaire supérieur en développement, en sciences sociales / comportementales (sociologie, anthropologie, psychologie, etc.), en mettant l'accent sur la formation et l'élaboration des programmes de renforcement des capacités ;
- Une connaissance technique et une expertise d'au moins 7 ans dans les domaines de l'ingénierie de la formation de préférence dans les domaines sociaux et de droits humains ;
- Une excellente capacité d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- Une capacité d'animation d'atelier de formation ;
- Une bonne maîtrise de la langue arabe.

Langues

Les langues du travail sont l'arabe et le français, la langue des sessions de formation est l'arabe.

Compétences

- Connaissance des développements actuels dans les domaines cités ci-dessus ;
- L'expérience pratique dans l'appui technique aux programmes de la Protection de l'enfance ;
- Capacités reconnues pour organiser et mettre en œuvre des formations ;
- L'expérience dans l'organisation d'ateliers de formation ;
- Compétences éprouvées dans la communication, la facilitation des ateliers, et le rapportage ;
- Connaissance du contexte social, politique et économique du Maroc ;
- Habilité d'exprimer des idées et des concepts clairs et concis sous forme écrite et orale ;
- Compétences en informatique.

10. Dossier de l'offre

Le dossier de candidature doit comprendre une offre technique et une offre financière :

10.1. Offre technique:

L'offre technique doit comprendre, mais sans s'y limiter, ce qui suit :

1. Lettre d'application.

2. Profil de l'institution de formation/Consultant.e.s appliquant (ampleur des travaux, expérience au Maroc ou dans la région MENA, etc.), si applicable.
3. CV du consultant.e principal.e chargé.e du programme de formation au sein de ce projet.
4. CV des experts qui vont participer dans la conduite du programme de formation ;
5. Preuve d'expérience dans la conduite de renforcement des capacités en matière de protection de l'enfance ou de droits humains (ou expériences dans un domaine similaire), à envoyer en exemple : 2 manuels de formation ou rapports des ateliers/projets de renforcement de capacités ;
6. Proposition technique (max. 5 pages) prenant en considération les orientations fournies dans les termes de référence TdRs (sections contexte, objectifs, méthodologie, tâches et activités). Des variations peuvent être proposées sur la base des raisons techniques.
7. Plan de travail et calendrier pour l'achèvement de tous les travaux.

10.2. Offre financière

Les consultant(es) / bureau d'études devront fournir une offre financière **détaillée** incluant tous les frais pour compléter l'ensemble du projet (coûts journaliers ; frais de déplacement etc.).

11. Méthodologie d'évaluation des offres

L'évaluation des offres sera faite en fonction d'une pondération des critères d'évaluation technique et financière.

Evaluation de l'offre technique (pondération de 70% de la note globale)

Un score technique (St) avec un maximum de 100 points est attribué à la proposition technique.

Le score technique (St) sera attribué selon le tableau ci-dessous :

EVALUATION TECHNIQUE (max. 100 points)	
Réponse globale (20 points)	
Compréhension des tâches, les objectifs et l'exhaustivité et la cohérence de la réponse	10
Correspondance globale entre les exigences de TDR et la proposition	10
Méthodologie et approche proposée (40 points)	
Qualité de l'approche proposée / méthodologie / Ethique	30
Qualité du plan de travail proposé	10
Profil du candidat.e / Capacité technique (40 points)	
Pertinence du profil et de l'expérience du consultant.e chargé.e de conduire la formation avec des projets similaires et selon les qualifications requises et les CV de l'équipe de formateurs proposé	20
La qualité du travail précédent	20

EVALUATION TECHNIQUE - Total des Points	100
--	------------

Une offre qui ne répond pas aux critères d'éligibilité des TDR (section 10 et 11) ou qui n'atteint pas le seuil technique minimal de qualification de 70 points sur 100 sera rejeté à l'issue de cette première étape.

Evaluation de l'offre financière (pondération de 30% de la note globale)

La proposition financière de l'offre économiquement la moins chère (**Om**) sera appréciée en fonction du prix global et de la cohérence dans la décomposition dudit prix global et recevra **un score financier (Sf)** de 100 points.

EVALUATION FINANCIERE (max. 100 points)	
Coût total estimé du contrat (incluant les frais de déplacement et toutes autres charges liées à la réalisation des prestations)	100
EVALUATION FINANCIERE - Total des Points	100

Les scores financiers des autres offres (F) seront calculés selon la formule suivante :

$$Sf = 100 \times Om/F$$

Om : l'offre économiquement la moins chère

F : Prix de l'offre

Evaluation Finale de l'offre globale

L'évaluation finale de l'offre sera faite en fonction d'une pondération des Critères d'évaluation Technique et Financière :

Le **score technique (St)** et le **score financier (Sf)** de chaque offre seront ensuite combinés en **un score global (Sg)** par offre selon la répartition suivante :

$$St = 70\% \text{ de la note globale}$$

$$Sf = 30\% \text{ de la note globale.}$$

Le score global attribué aux offres permettra un classement des offres par l'application de la formule suivante, qui déterminera l'offre la meilleure au regard des critères de sélection proposés pour la mission :

$$Sg = (St \times 70\%) + (Sf \times 30\%)$$

Le Contrat sera adjugé à l'offre ayant obtenu le score global (Sg) le plus élevé.

12.Procédure pour la soumission des propositions

Les soumissions doivent être envoyées exclusivement par courrier électronique (e-mail) l'adresse suivante : rabatbids@unicef.org, qui est la seule adresse e-mail acceptable. Les soumissions doivent être envoyées **au plus tard le 31 Mai 2021 à 12h00 (GMT+1)**, dernier délai de réception des offres, en mentionnant dans l'objet du message « **LRPS-2021- 9167185 : Appui technique et formation DTIPE** ».

Les propositions reçues à une autre adresse électronique seront invalidées.

Toutes les propositions soumises par courrier électronique doivent être soumises sous forme de fichier PDF (Portable Document Format).

La **proposition technique** et la **proposition financière** doivent être **envoyées sous forme de fichiers séparés** et clairement indiquées dans le nom du fichier ; par exemple. « Proposition technique de la société ABC.pdf » ; « Proposition financière de la société ABC.pdf ». Aucune information sur les prix ne doit être fournie dans la proposition technique.

Tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

Toute question concernant cette consultation, (uniquement pour des informations et non pas pour les soumissions), doit être adressée à M. Jaouad El Madi et en copie M. Benyounes Moh à l'adresse via email : Jelmadi@unicef.org et en copie bmoh@unicef.org

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Bureau du Maroc

13 bis, Rue Jaafar Essadik, Agdal, Rabat-Maroc

Téléphone 212 537 67 56 96

Télécopie 212 537 67 56 97